

Zeitschrift: Mitteilungen der Vereinigung Schweizerischer Archivare = Nouvelles de l'Association des Archivistes Suisses

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Archivare

Band: 35 (1983)

Artikel: Arbeitstagung in Baden vom 19. März 1982 : das Berufsbild des Archivars = Le métier d'archiviste hier, aujourd'hui, demain

Autor: Ottnad, Bernd / Gauye, Oscar / Santschi, Catherine

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-770642>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ARBEITSTAGUNG IN BADEN VOM 19. MÄRZ 1982

DAS BERUFSBILD DES ARCHIVARS — LE MÉTIER

D'ARCHIVISTE HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN

Es war beabsichtigt, alle an der Arbeitstagung gehaltenen Referate im vollen Wortlaut zu publizieren. Leider war dies nicht möglich, da einzelne Referenten der Redaktion nur eine Zusammenfassung ihres Vortrages zukommen liessen.

a) Referate

Der Wandel des Berufsbildes des Archivars vom 17. bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts (Resümee des Referats von Dr. Bernd Ottnad)

Tätigkeitsbereiche und -ebenen, Ausbildungsgänge, von Arbeitnehmergevorstellungen geprägte Anforderungsprofile und schliesslich Statusfragen, die in der Selbst- oder Fremdeinschätzung zutage treten, sind die konstitutiven Elemente eines Berufsbildes. Davon ausgehend wurden die dreieinhalb Jahrhunderte des Berichtszeitraums durchmustert.

Der in der zweiten Hälfte des 15. Jh. auftretende *hauptberufliche* Archivar — damals und bis zum Beginn des 17. Jh. «Registrator» bezeichnet — findet gegen Ende des 16. Jh. in Jakob Rammingen seinen ersten Theoretiker; seine Beschreibung der Aufgabe und Funktion eines Archivs, der Arbeit des Archivars (1571) schafft die Grundlagen eines lange geltenden «Berufsprofils».

Im 17. Jh. entfalten italienische und deutsche Archivtheoretiker die Probleme von praktisch-induktiven Einteilungsprinzipien in Korrespondenz mit der zunehmenden Trennung von Registrator und Archivar.

Vom Rationalismus bestimmt, befasst sich die im 18. Jh. sich verbreitende Archivtheorie mit rational-deduktiven Ordnungsschemata; der hauptamtliche Archivar nimmt in ganz Europa zu; zunehmende wissenschaftliche Arbeiten erweitern sein Tätigkeitsfeld, deuten die Qualität der Archive als Forschungsstätten an. Ihre im Bewusstsein der Öffentlichkeit wahrgenommene Existenz findet in Kunst (Wieland, Goethe) und Wissenschaft (Periodikattitel) einen breiten Niederschlag.

Der Umbruch des alten Archivbegriffes durch die Französische Revolution, die dadurch erstmals ausgelösten Massen- und Organisationsprobleme und die das 19. Jh. gestaltenden Kräfte (u.a. Industrialisierung, Historismus) führen zu einer permanenten Erweiterung und Vervielfältigung des Berufsbildes: Der bislang juristisch vorgebildete

Archivregistrator wird durch den *Archivhistoriographen* abgelöst; zu diesem gesellt sich der *Archivpaläograph* — ab der Jahrhundertmitte noch auf Spezialkursen fachlich weitergebildet, später durch besondere Ausbildung fachspezifisch geschult — und seit dem 20. Jh. der *Archivorganisator* und *-konservator* und schliesslich seit der Jahrhundertmitte der *Archivdokumentator*.

Die Verankerung des Archivwesens in der Gesellschaft, als Bewahrer der Vergangenheit, manifestiert durch Fachorganisationen und -zeitschriften, durch Ausbildung eines eigenen Wissenschaftsbegriffes, hat das Berufsbild des Archivars zu einer vielgliedrigen Einheit sich entwickeln lassen. Dass die «erste Jenseitswanderung des nachchristlichen Menschen» — wie Günter Eich den Roman von Hermann Kasack «Die Stadt hinter dem Strom» (geschrieben 1942-44) charakterisierte — einen Archivar als «Helden», als modernen Dante, in den Mittelpunkt stellte, sei *ad notam* genommen, erwähnt sei aber auch der geheime Kummer von Teilen des Berufsstands, seit dem 18. Jh. nicht verstummend, über die Diskrepanz zwischen den Anforderungen des Berufes und seiner Stellung in der Öffentlichkeit (Grillparzer, Meinecke, Pfeiffer).

Le métier d'archiviste, aujourd'hui et demain (Résumé de l'exposé de Monsieur Oscar Gauye)

I. L'évolution de la profession d'archiviste s'accélère aujourd'hui de façon spectaculaire. Cette accélération est due notamment aux problèmes posés par :

1) L'augmentation du volume des papiers publics

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale surtout, on assiste à un accroissement constant de la masse des documents écrits. Au fil des années, cette masse documentaire est devenue tellement énorme que l'archiviste a été amené à élargir son champ d'activité. L'intervention dans l'organisation et la gestion des archives courantes ainsi que le préarchivage sont les éléments principaux de ce nouvel aspect du métier d'archiviste.

2) L'apparition des nouvelles formes d'archives

L'écrit n'est plus la seule forme de document. Avec les progrès de la technique, des supports nouveaux de l'information sont apparus (documents photographiques, audiovisuels, informatiques). Ces archives nouvelles posent à l'archiviste des problèmes de prise en charge, de traitement, de gestion, d'exploitation et de conservation fondamentalement différents de ceux des documents écrits.

3) L'évaluation des archives modernes

La croissance de la masse documentaire oblige l'archiviste à mettre en place — au stade du préarchivage — un système d'évaluation des archives qui n'a plus grand-chose à voir avec la pratique d'autrefois. Si l'évaluation des archives contemporaines constitue l'une des questions les plus délicates de l'archivistique moderne, cela n'est pas dû seulement au volume considérable de ces archives, mais aussi aux problèmes posés par l'élargissement du champ de la recherche historique et par les nouvelles formes de cette recherche.

4) Les tendances et les méthodes nouvelles de la recherche

Que faut-il éliminer si l'on tient compte du fait qu'en plus de l'histoire événementielle qui garde des partisans nombreux, la recherche s'est étendue aujourd'hui non seulement à l'étude de la structure et du développement de la société, mais encore au sériel, au quantifiable et, dans une autre perspective, au mental, c'est-à-dire à l'image que les sociétés, les groupes sociaux ou les individus se font d'eux-mêmes? Que faut-il éliminer alors que l'on ignore quelle sorte de document sera nécessaire au chercheur du XXI^e siècle?

Il y a plus. L'idée selon laquelle l'histoire ne se fait qu'avec le recul du temps n'est plus la règle. En effet, nombreux sont les chercheurs qui veulent avoir accès aux documents les plus récents. Cette irruption du «contemporain» dans le domaine de la recherche contraint l'archiviste à bien des révisions dans la conception de son métier. L'une de ces révisions, liée d'ailleurs au problème des masses documentaires, aux tendances et aux méthodes nouvelles de l'histoire concerne les instruments de recherche (p.ex. le bordereau de versement en tant qu'instrument de recherche; la réalisation automatique des instruments de recherche; en ce qui concerne les publications: priorité à l'inventaire le plus large, c'est-à-dire à l'état général ou au guide).

5) La conservation et la protection des archives modernes

Pour la conservation et la protection des masses d'archives modernes, l'archiviste doit recourir à des solutions nouvelles (p.ex. réduction du volume des documents de valeur permanente; nouvelle conception architecturale des magasins; équipements techniques permettant d'assurer un maximum d'occupation des magasins et des conditions de protection optimales des diverses formes de documents).

II. Comment évoluera le métier d'archiviste au cours des cinquante prochaines années?

Quelques certitudes:

1) Malgré le développement de l'informatique dans les administrations, l'archiviste aura à faire face à un volume de papier sans cesse grandissant.

2) L'Etat légifère de plus en plus dans le domaine de la protection de la personnalité. Il ne fait pas de doute que les règles juridiques ainsi mises en place rendront la tâche de l'archiviste particulièrement difficile.

3) Dans le domaine de l'organisation et de la gestion des archives courantes ainsi qu'en matière de préarchivage, l'archiviste devra poursuivre et même renforcer son action; il lui incombera aussi d'intensifier son rôle d'animateur de la recherche.

4) L'enseignement de l'archivistique subira certainement des modifications; la formation continue — déjà nécessaire à l'heure actuelle — deviendra la règle.

L'attente de l'administration à l'égard des archives

(par Catherine Santschi)

L'exposé que je vais vous faire est fondé essentiellement sur des observations personnelles faites dans l'administration genevoise, dans laquelle j'ai été appelée en 1975 à étudier les possibilités du préarchivage, ou de la gestion par les Archives d'Etat de la documentation dite «semi-active». C'est l'empirisme le plus pur qui règne dans mes remarques, bien que je me sois efforcée de trouver aussi le fondement philosophique et épistémologique des phénomènes que j'ai pu observer. S'il se limitait à l'image folklorique de l'archiviste vue par les yeux de l'administration, cet exposé pourrait être très court. L'archiviste est l'historien officiel, qui connaît les secrets du passé, vit enfermé dans son bureau où il écrit des livres d'histoire et fait aux frais de l'Etat des recherches enrichissantes pour lui-même. Il se rend parfois utile en extrayant de ses grimoires quelque anecdote historique pour fleurir les discours des conseillers d'Etat. En somme, c'est un luxe que s'offrent les collectivités publiques soucieuses de leur image de marque culturelle et historique.

Mais si l'on cherche à nuancer et à approfondir ces relations entre l'administration et les archivistes qui conservent le patrimoine juridique et historique de l'Etat, il convient d'abord de définir mieux l'administration.

L'administration, même dans un canton très centralisé comme Genève, ce n'est pas une personne, ni même une hydre à cent visages, c'est un corps de dix à quinze mille fonctionnaires, qui constituent pour l'archiviste un interlocuteur très multiple et divers: par les postes qu'ils occupent, par leur formation professionnelle, par les traitements qu'ils touchent, ils sont très fortement hiérarchisés et différenciés. Il faut noter en particulier un clivage toujours plus accentué entre universitaires et non universitaires. Il est aujourd'hui quasiment impossible à un jeune homme ne disposant pas d'un diplôme universitaire d'espérer atteindre un jour des postes très élevés tels que secrétaire général d'un département, ou même simplement des postes réservés aux cadres intermédiaires, ce qui était encore concevable il y a une vingtaine d'années. Ce phénomène peut jouer un rôle pour diminuer les motivations, en limitant les ambitions d'un fonctionnaire de rang moyen chargé d'organiser ou d'exécuter l'archivage au sein de son service ou de son département.

L'administration, formée de plusieurs cellules, que l'on appelle offices, services ou même greffes et secrétariats communaux, produit et accumule les documents qui servent d'abord à l'exercice de son activité, puis à la recherche historique. Il faut insister sur cette primauté de l'activité administrative par rapport à la recherche historique: même si la «fonction archives» au sens d'archives historiques est consacrée par une loi, comme c'est le cas dans les cantons de Genève et de Vaud, les historiens ne travaillent que sur la base de ce que l'administration a produit, ou même seulement sur les résidus que l'administration verse aux Archives. Certains esprits amoureux du paradoxe disent même que la qualité du travail des historiens est en raison inverse de la quantité de documents disponibles.

Dans quelles conditions la documentation administrative est-elle produite et accumulée? ou en d'autres termes, quelle est l'attitude des fonctionnaires à l'égard de l'écrit?

L'écrit dans l'administration peut avoir deux fonctions: il peut servir à exercer un contrôle permanent, dans la longue durée, sur les hommes et sur les choses; ou bien il peut être un moyen de communication, un moyen de contrôle de l'action dans l'espace.

Dans le premier cas, l'écrit est pour ainsi dire un but en soi, occupe une place centrale et est un élément essentiel dans l'activité du bureau ou de la personne qui exerce son contrôle. Ainsi l'administration du registre foncier, les bureaux communaux ou cantonaux de l'état civil, le service de la législation, les greffes considérés en tant que greffes, les notaires, etc. ont pour but premier d'accumuler des informations écrites et d'en garantir la conservation pour assurer la permanence et la continuité du contrôle. L'archivage, c'est-à-dire le classement et la conservation des documents aux fins de les utiliser dans la longue durée, paraît assuré dans des services tels que ceux que je viens d'énumérer, puisqu'il est une de leurs conditions d'existence. Toutefois, ces conditions, qui paraissent favorables, peuvent présenter un inconvénient pour un dépôt d'archives historiques chargé de tout centraliser: c'est que les administrations en question, ayant besoin de leurs fonds pour continuer d'exister, refusent de les verser aux Archives d'Etat, ce qui peut être préjudiciable à la consultation par le public. Ainsi peuvent se constituer — je pourrais en citer plusieurs cas — des archives parallèles, contenant de la matière historique vieille de cent à cent cinquante ans.

Dans le second cas, la production de l'écrit comme moyen de communication, pour contrôler l'action dans l'espace, les services produisent des papiers administratifs dont la valeur est limitée dans le temps. Ces services dont la finalité n'est pas la production d'écrits et de preuves juridiques, mais la construction, la gestion financière, l'instruction publique, l'assistance publique, la prévoyance sociale, la gestion du personnel, la police des moeurs, etc., secrètent en abondance des comptes, des notes téléphoniques, des dossiers, de la correspondance, qui ne présentent un intérêt direct que pendant la durée de l'action — durée qui peut aller jusqu'à plusieurs dizaines d'années lorsqu'il s'agit de gestion du personnel ou d'assistance publique. Mais en principe, lorsque l'action est terminée, le dossier n'est plus utile à l'administration: il est promis à la destruction.

On parle beaucoup, dans nos cercles d'archivistes, de l'accroissement considérable de la documentation administrative qui se produit ... à vrai dire depuis le XVe siècle, du fait de la vulgarisation de la culture écrite et des moyens techniques dont disposent les producteurs d'écrits. Cet accroissement provoque, dans l'esprit des responsables administratifs ou de certains d'entre eux, une certaine dévalorisation de l'écrit, par la trop grande facilité d'en produire et d'en recevoir. Cette dévalorisation est particulièrement préjudiciable aux dossiers d'affaires dont je viens de parler. C'est un paramètre dont il faut tenir compte dans le dialogue entre l'archiviste et l'administration.

La dévalorisation de l'écrit peut encore avoir un autre aspect, qui tient plutôt à la mentalité, principalement dans les pays latins et méridionaux: on met les choses par

écrit pour se libérer l'esprit, pour s'en débarrasser, en somme pour pouvoir les *oublier*. A la limite, par un phénomène que j'ai eu plusieurs fois l'occasion d'observer, on se sent moins tenu, moins engagé, par une chose écrite que par une chose dite.

L'archiviste peut exploiter à son profit cette mentalité: les services administratifs lui abandonneront volontiers leurs archives, s'il peut les *débarrasser du souci* de les trier, de les classer et de les conserver. Mais il doit savoir aussi qu'il se trouvera *seul* devant son problème et qu'il n'obtiendra guère d'aide de la part de l'administration entièrement tournée vers l'action. Il n'en obtiendra en particulier aucune dans les administrations où il n'existe aucun système d'enregistrement des dossiers (cas de Genève, cas de la plupart des pays latins).

Problèmes d'organisation

Il résulte de cette dévalorisation de l'écrit que les archives sont une chose dont *on cherche à se débarrasser*. Lorsqu'on vide des greniers pour aménager des bureaux, c'est toujours aux dépens des archives que cela se fait. L'archiviste peut prendre ou détruire des documents qu'on avait mis de côté pour les oublier, mais on oublie de prévoir le local où l'on mettra les archives en formation, dont les bureaux pourraient encore avoir besoin: à l'archiviste, de nouveau, de faire preuve d'«imagination» et finalement (pourquoi pas?) de créer un centre de préarchivage.

D'où vient ce manque de coordination, qui peut devenir dramatique, entre l'administration et les archives? Il faut l'attribuer, me semble-t-il, à une différence fondamentale dans la conception de la durée et du temps historique.

L'administration a son temps ou plutôt ses temps propres:

1. Les temps courts: l'année budgétaire, l'année sur l'activité de laquelle on prépare un rapport de gestion. De nombreux documents perdent toute valeur active en une année.
2. Les temps moyens: les quatre années d'une législature, c'est-à-dire le temps qu'un magistrat élu se donne et donne à ses proches collaborateurs pour réaliser un certain nombre d'actions, pour atteindre certains objectifs. Ce sont, ainsi qu'il découle de ce que je viens de dire, essentiellement les magistrats et les hauts fonctionnaires qui connaissent ce temps moyen.
3. Les temps plus longs: la durée, 20 à 25 ans, des fonctions ou de la magistrature d'un homme exceptionnel. Temps que l'on peut comparer à l'unité de compte des gens du Moyen Age, pour lesquels le couronnement du roi était le jour qui servait de point de repère pour toute une génération. A vrai dire, lorsqu'on prend pour étalon ou mesure de temps la durée d'une génération, la mémoire humaine suffit: point n'est besoin de documents écrits.

Il n'y a donc aucune commune mesure entre ces temps relativement courts et le temps historique mesuré aux années de la naissance du Christ ou calculé même sur des milliers d'années, qui est le fond de la formation d'un archiviste historien. Il est même très dif-

ficile, surtout au XXe siècle finissant, de sensibiliser nos contemporains à la longue durée.

Il appartient donc à l'archiviste, s'il désire obtenir de l'administration les papiers et les documents qui constituent la base du travail historique, de suppléer à cette absence assez générale du sens de la longue durée.

En effet, le sens de la longue durée est indispensable au *tri*. La question qui nous est posée le plus souvent, dans les administrations ou dans les communes est: «Que peut-on détruire? Que doit-on garder?». La réponse est déterminée par trois critères:

1. Le critère *administratif*: quelle est l'utilité des documents pour l'administration à court terme? C'est au chef de service responsable, aux fonctionnaires les plus expérimentés qu'il appartient de répondre.

2. Le critère *juridique*: l'Etat, en fonction des lois et des règlements, a un certain nombre de devoirs à l'égard de la collectivité et des citoyens. L'administration doit donc conserver tout ce qui crée des rapports durables, tout ce qui constitue la base des rapports entre l'Etat et ses partenaires.

3. Le critère *historique* devrait faire l'objet d'une discussion générale où chacun peut se faire entendre. Chacun a son histoire, sa conception de l'histoire, et sa relation avec le passé.

Le temps historique et l'administration

Pour l'historien de métier, formé aux méthodes académiques, l'histoire est un objet d'étude, une recherche appliquée au passé. C'est cette conception qui a donné aux archives historiques, depuis le XIXe siècle, leur forme et leur contenu actuel. L'homme de la rue, donc aussi l'homme d'administration, a une toute autre conception de l'histoire. Ce qu'il attend de l'historien de métier, c'est un récit d'événements importants, d'histoires pittoresques, ou des biographies d'hommes illustres. Par exemple, si l'on demande à un fonctionnaire du fisc de conserver des déclarations d'impôts après le délai légal, il l'admettra ou croira le comprendre dans la mesure où il compte y trouver la déclaration fiscale d'un contribuable particulièrement illustre ou fortuné, ou les traces d'une année fiscale particulièrement remarquable dans la courbe conjoncturelle. Mais le concept d'«histoire sérielle», qui impose aujourd'hui à l'archiviste l'obligation de conserver de longues et volumineuses séries de documents répétitifs, lui sera généralement étranger.

La conception de l'histoire dont je viens de parler n'est en réalité qu'une projection que l'on fait sur l'historien de métier. Le véritable sens de l'histoire, chez l'homme de la rue, sens qui ne s'exprime pas toujours bien, c'est une volonté de «savoir ce qu'il a sous les pieds», une recherche des causes, une quête des origines lointaines ou proches, mais uniquement dans la mesure où cette recherche a une relation avec le sujet connaissant. Les performances de l'historien de métier n'impressionnent le citoyen et le contribuable, elles ne sont jugées utiles que dans la mesure où elles lui apportent quelque chose pour lui, pour sa connaissance de lui-même et de l'environnement dans lequel il vit.

Quant aux beaux récits événementiels et aux biographies, ils ont la même valeur humaine que les romans de Walter Scott ou d'Alexandre Dumas: ils servent à *l'évasion*, quelquefois à la rédaction de discours pour des conseillers d'Etat.

Le besoin de connaissance historique profonde, le besoin de «gratter au fond de la mer» pour savoir d'où l'on est sorti, les dépôts d'archives historiques y répondent, dans la mesure où ils possèdent ou développent des systèmes de documentation et des instruments de recherches.

Mais on observe que ces systèmes et ces instruments se développent spontanément partout où la nécessité s'impose. Par exemple, nous avons dû, il y a une vingtaine d'années, renvoyer à des temps meilleurs l'accueil aux Archives d'Etat d'une importante tranche des archives du Contrôle de l'Habitant. Aujourd'hui ce service occupe une personne à plein temps pour faire des recherches généalogiques dans les quelque quatre-vingt-cinq ans de permis de séjour. On pourrait citer des exemples semblables au service du Registre foncier et au département des Travaux publics.

Le développement de ces organismes parallèles et à certains égards concurrents des Archives s'explique essentiellement par le repli des archivistes-historiens sur eux-mêmes, par un intérêt exclusif porté à la recherche historique au détriment de la gestion des archives de l'administration. Phénomène particulier aux cantons-villes universitaires, peut-être spécialement développé à Genève.

Il est temps de conclure: l'administration, vivant constamment dans des temps courts, est confrontée quotidiennement à des problèmes concrets et de portée immédiate. Elle ne peut se consacrer ni à la recherche historique, ni à la constitution d'archives historiques. Ce qu'elle attend de l'archiviste, c'est précisément ces deux types de services: se charger des archives qui doivent être conservées et fournir des renseignements historiques ou biographiques que demandent l'administration ou les citoyens. Mais le dialogue ne s'établira que si les archivistes renoncent à une attitude d'attente, pour aller au-devant des besoins de l'administration, pour chercher à comprendre plutôt qu'à être compris.

Das Berufsbild des Archivars aus der Sicht des Benützers

(von Martin Körner)

Wie der Archivar, so sein Archiv. Nach diesem Grundsatz bildet sich beim unvoreingenommenen Benutzer das Berufsbild des Archivars. Im folgenden stelle ich aus der subjektiven Sicht eines langjährigen Benützers ein Wunschbild des Archivars und des Archivs auf, wie es sich für den Studenten, den Forscher und den Dozenten ergeben kann. Die Anforderungen von Familienforschern und Hobbyhistorikern bleiben hier allerdings unberücksichtigt.

Erste flüchtige Kontakte hatte ich für die Ausarbeitung einer schweizergeschichtlichen Seminararbeit mit den Gemeindearchiven von Nyon, Rolle, Morges und mit dem

Staatsarchiv des Kantons Waadt in Lausanne. Die Lizentiatsarbeit erforderte dann einige Monate Forschung im Staatsarchiv Genf. Die Bestände mehrerer Kantons- und Stadtarchive zwischen Genf und Konstanz lieferten die Grundlagen zur Erarbeitung einer Thèse zur schweizerischen Währungs-, Bank- und Finanzgeschichte des 16. Jahrhunderts. Fünfeinhalb Jahre intensiver Forschungsarbeit am Staatsarchiv Luzern öffneten mir die Augen hinsichtlich der umfangreichen Arbeit und der damit verbundenen Probleme und Nöte des Archivars in seinen Beziehungen zur Verwaltung und für die Erschliessung der Bestände. So habe ich mancherorts gesehen, was ein Archiv dem Benutzer bieten kann. Von vielen positiven und natürlich auch einigen negativen Erfahrungen ausgehend, gestatte ich mir, ganz konkrete und praktische Fragen an Sie zu richten und Vorschläge zu unterbreiten.

Wie empfängt Ihr Archiv seine Benutzer? Wie verhält sich das Kanzleipersonal? Wird es so geschult oder von Ihnen angewiesen, dass es den Benutzer unvoreingenommen empfängt, ihn nicht als Störenfried empfindet, sondern als jemanden, der, sofern er zur vorgeschriebenen Schalterstunde vorspricht, ein Anrecht auf zuvorkommende Behandlung hat? Ist die Empfangsperson in der Lage, Situation, Themen und Zeitabschnitt rasch zu erfassen und dem Benutzer die wichtigsten Informationen betreffend Repertorien, Bestellschein, Bestellzeiten und Benützersorgfalt freundlich und klar zu übermitteln? Wie rasch zieht Ihr Kanzleipersonal die wissenschaftlichen Mitarbeiter zu, um dem Forscher den Zugang zu den ihn interessierenden Quellen zu erleichtern? Der Archivar ist ja der allerbeste Kenner der Bestände. Diese zeitweise monopolisierte Qualität befähigt ihn, dem Forscher jeder Stufe der allerbeste Berater zu sein, indem er ihn auf die Verschiedenartigkeit der Quellen und deren Tücken aufmerksam macht. Bekanntlich existieren ja keine zwei Archivbestände in der Schweiz mit etwa gleichartiger Struktur. Was eine Quelle hier aussagt, verschweigt die andere dort. Die gesuchten Angaben lassen sich jedoch anderswie herausfinden, sofern man die Bestände kennt. Das erfordert aber die Bereitschaft zum Gespräch, wobei ich im Rahmen dieser Tagung jene von Seiten des Archivars besonders hervorstreichen möchte.

Wie präsentiert sich dem neuen Benutzer Ihr Archiv materiell? Wie findet man den Eingang, wenn sich Ihr Archiv in einem der oberen Stockwerke des Hauses befindet? Lässt sich in Ihrem Lesesaal gut und gerne arbeiten? Sind Repertorien, Katalog und Bibliothek leicht zugänglich? Haben Sie die verschiedenen Arbeitsinstrumente und deren topographische Lage klar und sichtbar genug angeschrieben, damit sie der Benutzer problemlos findet? Etwas vom Allerwichtigsten unter den Arbeitsinstrumenten sind ausführliche, mit Registern versehene Repertorien zum erschlossenen Archiv. Dabei ist es äusserst wichtig, dass diese Inventare und Repertorien klar angeschrieben sowie alphabetisch oder chronologisch geordnet sind. Mit einem Haufen abgegriffener, zeretzter, überholter und unordentlich eingereihter Repertorienbände kann der archivunkundige Benutzer leider nichts anfangen.

Dies gilt vor allem für den jungen Studenten, der als Anfänger ein meist sehr unbeholfener, jedoch noch leicht erziehbarer Benutzer ist. Die Gelegenheit, die Studenten zu guten und verständigen Benützern heranzubilden, sollte sich kein Archivar entgehen

lassen. Nicht alle Dozenten denken nämlich daran, ihre Studenten im Archiv vorzustellen und in die zu bearbeitenden Quellen einzuführen. Dank diplomatischem Eingreifen ergibt sich hier für den Archivar auch die Möglichkeit, die Auswahl des Themas und dessen Bearbeitung anhand seiner profunden Quellenkenntnis positiv zu beeinflussen.

Der fortgeschrittene Forscher, Doktorand oder Habilitand kommt anders als der Student ins Archiv. Er hat meist ganz bestimmte Erwartungen und Vorstellungen bezüglich der notwendigen Quellen. Auch in seinem Fall ist das Gespräch zu suchen, und zwar nicht nur, um ihn auf die möglichen Quellenarten aufmerksam zu machen, an die er vielleicht nicht denkt oder die er aus Unkenntnis überhaupt nicht kennen kann, sondern um eventuell von dem sich auf dem jüngsten Methodenstand auskennenden Fachhistoriker zu erfahren, welches vielfältige Informationspotential gewisse Bestände bergen, die man als Archivar ausführlich zu beherrschen glaubte. Man darf nämlich vom Archivar nicht erwarten, dass er sich neben seinen archivarischen Hauptaufgaben noch anhand aller Fachliteratur auf dem Gebiet der Geschichtsmethodologie vollständig informiert. Erkennt der Archivar hier die Grenzen seiner eigenen Kompetenz, so schlägt er dem Forscher vielleicht vor, ihn auf einem Rundgang in die Bestände zu begleiten, um mittels Stichproben zu beurteilen, welche Quellen für das entsprechende Forschungsobjekt auch wirklich Material hergeben. Dank dieser Zusammenarbeit kann man in bestimmten Fällen vermeiden, unnötige Mengen an Archivmaterial ausschliesslich zur Sichtung in den Lesesaal zu bringen und nach kurzer Zeit wieder abzutransportieren.

Auch auf die Bedürfnisse der Dozenten sollten die Archivare eingehen. Letztere beklagen sich oft über Professoren, welche in Unkenntnis der Quellenlage Lizentiats- und Dissertationsthemen vergeben, für welche entweder zu viel, zu wenig oder überhaupt kein Material vorhanden ist. Auch hier sollte das Gespräch gesucht werden, und zwar von jener Person, welche die Probleme von den Quellen her sieht und erkennt, nämlich vom Archivar. Es sollten Informationswege gesucht werden, über die der Archivar die Dozenten über die Realisierbarkeit oder die Unmöglichkeit gewisser Themen aufklärt. Zugleich hat es der Archivar in der Hand, durch diverse Hinweise wichtige Themenvorschläge zu unterbreiten, welche sicher nicht ausschliesslich auf unfruchtbaren Boden fallen werden.

Mit dieser Skizze eines Wunschzettels an die Adresse des Archivars möchte ich die Verantwortlichkeit der Universitäten, der historischen Institute und deren Dozenten keineswegs herabmindern. Hätte ich ein analoges Referat vor Fachhistorikern und potentiellen Archivbenützern zu halten, so lautete der Forderungskatalog ganz anders. Auch richten sich meine Anregungen nicht an jene Archivare, welche aus der Sicht des Benützers bereits optimal arbeiten. Meine Erfahrungen zeigen jedoch, dass manches schweizerische Archiv hinsichtlich Empfang und Information noch einiges verbessern könnte. Als wichtigstes Element in Richtung besserer Effizienz erscheint mir das offene Gespräch auf allen Stufen. Dadurch entsteht ein Vertrauens- und Freundschaftsverhältnis, welches beiden Seiten, dem Benutzer wie dem Archivar, weiterhilft. Ich habe dies persönlich in mehreren Archiven erlebt. Mancherorts hat mir der Archivar sogar

mehr zugestanden, als ich zu erhoffen wagte. Als Benützer bin ich deshalb allen Archivaren, die mir das Forschen erleichtert haben, für ihr Verständnis und ihre Zuvorkommenheit dankbar.

b) Gruppendiskussionen

Arbeitsgruppe von Dr. Christoph Graf

(von Peter Martig)

Ausgehend vom Referat von Dr. Bernd *Ott* wird zu Beginn der Diskussion die Frage der Selbsteinschätzung bzw. Fremdeinschätzung des Archivars angeschnitten. Das Prestige des Archivars scheint nicht in allen Landesteilen der Schweiz gleich hoch zu sein. Während einzelne Vertreter (z.B. Fribourg) ein kontinuierliches Absinken des Prestiges beklagen, erfreuen sich andere Archive (so das Fürstbischöflich-Baslerische Archiv in Pruntrut) seit jeher eines grossen Ansehens. In Bern sieht sich der Archivar eher als «Wirkender im Hintergrund», der — wie letzthin bei der Einteilung neuer Wahlkreise — durchaus eine für die Politik bedeutsame Rolle spielen kann. In Bern wie in Luzern gilt der Staatsarchivar als neutrale Instanz, deren Gutachtertätigkeit in Politik und Verwaltung geschätzt wird. Innerhalb der Verwaltung erfreuen sich die Archive ganz allgemein eines hohen Ansehens, wobei zu bemerken ist, dass hier nicht die eigentliche archivalische Arbeit, sondern eher die Nebenaufgaben des Archivars (Gutachtertätigkeit, Verfassen von Reden und Texten, Auskunftserteilungen etc.) das eigentliche Prestige ausmachen. Ein direktes Abhängigkeitsverhältnis wird zwischen dem Berufsbild und der Berufsausbildung der Archivare festgestellt. Die fehlende Möglichkeit einer akademischen Ausbildung für Archivare wirkt sich zweifellos negativ aus. Desgleichen fehlen Schulungsmöglichkeiten für das Kanzleipersonal. Eine Lösung könnte vielleicht durch eine verstärkte Zusammenarbeit von Archivaren und Bibliothekaren gefunden werden.

Angeregt durch das Referat von Bundesarchivar Dr. O. *Gauye* stehen in der Folge die Probleme des modernen, verwaltungsorientierten Archivs im Mittelpunkt der Diskussion. Allgemein wird ein erstaunliches Unverständnis von Seiten der Universitäten dieser Tätigkeitssparte gegenüber festgestellt. Die Rolle des wissenschaftlichen Archivars alten Stils ist kaum mehr mit derjenigen des Archivars moderner Prägung zu vereinbaren. Eine personelle Trennung, die letzten Endes allein eine Lösung des Problems bringen könnte, scheidet vorderhand an den fehlenden Finanzen.

Völlig ins Kreuzfeuer der Kritik geraten in der Diskussion die Ausführungen des in der Arbeitsgruppe persönlich anwesenden Referenten Dr. M. *Körner*. Die von ihm verwendeten Begriffe «Erwartungen» und «Forderungen» des Archivbenutzers werden teilweise in ihr Gegenteil umgedeutet. Das Archiv hat grundsätzlich nicht die Aufgabe, seine Benützer zu schulen. Der «Sündenfall», so wird vermerkt, geschieht auch hier wieder zum guten Teil an den Universitäten, speziell an den Historischen Instituten, die

ihre Absolventen zu wenig auf die Arbeiten im Archiv (Lesen alter Schriften!) vorbereiten. Als Anregung wird die Ausarbeitung eines Arbeitspapiers der VSA vorgeschlagen, in dem die Archive ihre Erwartungen von Seiten der Universitäten zusammenfassen.

Der Schlussteil der Diskussion ist verschiedenen Einzelproblemen gewidmet, wobei insbesondere der Abbau der Schranken zwischen dem wissenschaftlichen Personal und dem Kanzleipersonal gefordert wird. Besondere Aufmerksamkeit sollten die Archive schliesslich dem Empfang und der Beratung ihrer Benutzer widmen, wobei hier — im Interesse des Forschers — von Archivseite eine angemessene Vorbereitungszeit erwünscht ist.

Groupe de Mlle Catherine Santschi

(par Jean-Pierre Chapuisat)

On ne peut, en peu de temps, reprendre au fil à fil toute la substance des quatre exposés entendus le matin.

Nous trouvons bon de noter toutefois le regret qu'une vue unilatérale ait fait parler plus de l'image de l'archiviste que de sa finalité et de son utilité.

En Angleterre et en Savoie, pour citer des domaines qui nous sont plus familiers, dès le XIIIe siècle, il y a eu des archivistes (qu'on les appelle *custodes garderobe*, ou *camerarii* ou *clavaires*) qui ont joué un rôle administratif efficace, rôle qui est encore celui que l'on attend de nous aujourd'hui. Rendons hommage à la mémoire d'Ebal de Mont (sur Rolle) et de Pierre de Champvent (sénéchaux tous les deux et chambellan en plus pour le second, responsables en administration et en archives en Angleterre en plein XIIIe siècle), de Jean Balay, de Guigonet Mareschal ou de Pierre Rostaing (clavaires en Savoie au XVe s.). Et la France eut ses chambellans-archivistes dès les mêmes temps.

Monsieur Gauye relève encore notre position face à l'administration (aucune opposition ne s'est manifestée au projet d'agrandissement des Archives fédérales); nous sommes appuyés, nous sommes écoutés, aussi bien par les autorités cantonales que par les autorités fédérales. De la part du chercheur professionnel, la compréhension existe, dans le grand public également.

Ici, la discussion souligne que, pour un public qui ne nous connaît pas, la pièce intitulée «Les archivistes» de Bernard Liengme, dessert notre cause parce que c'est par elle que les ignares nous jugeront.

Quelques interventions motivées auprès de la presse, à l'occasion d'expositions, de travaux particuliers, devraient permettre de remonter le courant.

A propos de l'activité des groupes appelés «Société des amis des archives», *Madame la Présidente* remarque qu'il y a des cas où ces «amis» pensent d'abord à eux (se targuant de leurs qualités) avant de penser aux archives.

Un avis est unanime: plus les archivistes entretiennent de bonnes relations avec les administrations, plus leur oeuvre sera fructueuse. C'est de cette manière qu'il n'y aura pas de césure entre les archives encore conservées par les administrations et les archives déjà emmagasinées aux Archives d'Etat, la crainte d'un hiatus ayant été manifestée par *Monsieur Papilloud*.

Monsieur Courvoisier rappelle que nous nous faisons avantagement connaître par notre action au sein des Sociétés d'histoire.

Face à l'invasion des généalogistes, *Monsieur Gauye* nous informe qu'aux Archives nationales de La Haye, qu'il lui a été donné de visiter l'année passée, il existe un service parallèle, une «fondation» groupant une soixantaine de collaborateurs, qui canalise les recherches généalogiques, les fait payer, vit par «autofinancement», et décharge ainsi le service officiel des archives.

Monsieur Gauye insiste encore sur la nécessité d'exiger des administrations versantes un bordereau impeccable. Au niveau cantonal, permettons de rappeler que, dans quelques cas, l'exigence d'un bordereau idéal aurait entraîné la destruction immédiate des documents concernés. De deux maux ...

Au dessert, le problème de l'autorisation de destruction que donne l'archiviste, pleinement conscient toutefois du péril d'erreur humaine, est abordé, mais ce serait là tout un sujet pour un cours d'archivistique.

Et pour conclure, le groupe de travail formule deux vœux:

1. celui que l'on étudie la pratique de l'échantillonnage (que peut-on en attendre, quand rend-il service, quand est-il dangereux?)
2. celui que MM. les Professeurs d'Université se donnent la peine de prendre contact avec les archivistes avant de lancer leurs étudiants sur un sujet à l'idée originale, sans doute, mais auquel les sources d'archives peuvent parfois ne pas répondre.

Arbeitsgruppe von Prof. Dr. Andreas Staehelin

(von M. Guisolan)

Etwas überspitzt formuliert, ergab sich am Schluss der Diskussion, dass der heutige Archivar von den Anforderungen her, die an ihn gestellt werden, ein Superregistrator, -informatiker und -historiker sein sollte, der von der karolingischen Urkunde bis zum kybernetischen Problem und von der Wappenauskunft bis zum rechtshistorischen Gutachten alles kennen muss.

Dass diese Anforderungen vom heutigen Archivar nicht erfüllt werden können, daran zweifelt niemand. Es liegt nicht daran, dass die Archivare von heute schlecht ausgebildet sind oder ihrer Verantwortung zu entweichen versuchen, sondern vielmehr daran, dass das gesamte Archivwesen — dies schliesst auch die Verwaltung ein — sich quantitativ und qualitativ so rasch entwickelt hat, dass sie mit den jetzigen Mitteln,

d.h. den Raum- und Personalverhältnissen, nicht mehr Herr aller anfallenden Akten und damit verbundenen Arbeiten werden können.

Zwei Fragen wurden anfangs der Diskussionsrunde in den Raum gestellt:

- 1) Kann der Archivar die wachsende Vielfalt der Aufgaben, die heute anfallen, überhaupt noch lösen?
- 2) Wie ist diese Vielfalt von Problemen zu lösen?

zu 1) Man ist sich darin einig, dass der Versuch unternommen werden muss, möglichst alle Probleme zu lösen. Unterschiedlich sind bloss die Wege, die dazu vorgeschlagen werden.

Einerseits muss der Kontakt zwischen den Archivaren sowohl auf nationaler als auch auf internationaler Ebene erhalten werden. Der Austausch von Gedanken und Erfahrungen ist mit ein wichtiges Mittel, den Anschluss nicht zu verpassen und die Probleme rechtzeitig zu erkennen. Solche Gedankenaustauschmöglichkeiten bilden oft die Basis für Lösungen, z.T. sogar gemeinsamer Lösungen.

Ein spezielles unter den in unserer Zeit anfallenden Probleme ist die Anwendung von EDV-Mitteln in der Verwaltung und im Archiv, wie sich aus dem weiteren Gespräch ergab. Heute schon arbeiten ganze Abteilungen und Ämter kantonaler und kommunaler Verwaltungen mit diesem modernen Speichersystem. Das stellt für das Archiv ein wichtiges Problem dar, weil es in der Lage sein muss, die so gespeicherten Daten, die aufbewahrungswürdig sind, zu sichern. Der Archivar muss also wissen, welche Informationen auf diese Weise gespeichert werden und wie sie vor der Löschung bewahrt werden können. Mit andern Worten, er muss in der Lage sein, von den Daten, die einmal gelöscht werden, einen Ausdruck zu verlangen.

Dies ist eine Entwicklung, die der Archivar nicht an sich vorbeiziehen lassen darf, wenn er empfindliche Lücken vermeiden will. Das setzt voraus, dass er selber oder einer seiner Mitarbeiter Kenntnisse auf diesem Gebiet erwirbt, um entsprechende Wünsche anbringen zu können.

Ein anderes Problem, das schon seit dem Anfang der sechziger Jahre besteht und heute mehr denn je die Archivare beansprucht, ist die Ablieferung der Akten und die Arbeiten, die damit zusammenhängen. Hier hat sich der Papierberg in den letzten Jahren stetig vergrössert, und das Ende dieser Inflation ist noch nicht abzusehen. Dieses Wachstum hängt einerseits mit der steigenden Zahl der Geschäfte, mit der grösseren Zahl der Arbeitsstellen und den modernsten Kopiermöglichkeiten zusammen. Es stellt sich somit für den Archivar in zunehmendem Masse die Frage, wie er diese Aktenlawine bewältigen soll. Einerseits muss er dafür sorgen, dass keine wichtigen Akten vernichtet werden, und andererseits sollten diese Akten auch soweit wie möglich erschlossen und geordnet übernommen werden können, so dass dem Archiv in dieser Hinsicht so wenig Arbeit wie möglich anfällt, da es von seinem Personalbestand her dazu kaum in der Lage ist.

Während das EDV-Problem einen neuen Fragenkomplex aufwirft, geht es bei der Ablieferung, Aussonderung, Kassation und Erschliessung der Akten nicht um eine neue Problematik als solche, sondern (bloss) um eine Frage, die von der neuerdings grossen und immer grösser werdenden Quantität ihre Bedeutung erhält.

zu 2) In der Diskussion haben sich hier z.T. verschiedene Wege herausgeschält.

Das Problem der EDV darf von keinem Archivar übersehen werden. Es muss unter allen Umständen vermieden werden, dass der Zug abfährt, ohne dass der Archivar aufspringt. Es muss dafür gesorgt werden, dass der Archivar weiss, wo mit EDV-Mitteln gearbeitet wird, welche Daten gespeichert werden, welches System benützt wird, welche Informationen gelöscht bzw. aufbewahrt werden und wie diese aufbewahrt werden. Dann ist er nämlich nötigenfalls in der Lage, von den Daten, die von der Vernichtung bedroht sind, einen Ausdruck zu verlangen. Es sollte dem Archivar möglich sein, bei der Löschung von Daten Mitsprache zu üben.

Zur Frage der Aktenablieferung ist zu sagen, dass heute mehr denn je ein guter Kontakt zu den Amtsstellen von grossem Wert ist. Da der Archivar die Erschliessung und Aussonderung nur z.T. vollziehen kann, muss er diese Aufgabe wo nur immer möglich an die entsprechenden Stellen delegieren. Es ist dabei darauf zu achten, dass genaue Anweisungen gegeben werden und die Kontinuität dieser Aufgabe in der Verwaltung gewährleistet ist. Ein Verbindungsmann im entsprechenden Amt oder Departement erweist sich von Vorteil.

Heute mehr als früher sieht sich der Archivar gezwungen, eine Auslese zu treffen, was die aufbewahrungswürdigen Akten betrifft. Nicht zuletzt die Platzfrage drängt ihm diese Selektion und Prioritätensetzung auf. Das kann sogar so weit führen, dass auf die Aufbewahrung gewisser Bestände verzichtet werden muss. Doch dies gehört zum Dilemma des Archivars: was er nicht aus vorhandenen Archivalien herauslesen kann, muss er mit dem Kopf erarbeiten. Wir können in der heutigen Lage nicht immer dafür sorgen, dass in hundert Jahren ein vollständiges Archiv aus unserer Zeit vorhanden sein wird.

Um sein Anliegen bei der Verwaltung zu realisieren, d.h. eine sinnvolle und aktive Vor- und Mitarbeit zu erreichen, darf der Archivar nicht historisch argumentieren. Das ist zu abstrakt für die Leute der betroffenen Stellen. Man muss vielmehr versuchen, der Verwaltung vorzuzeigen, von welchem grossen Nutzen ein gutes Archiv auch für sie sein kann.

Eher geteilter Meinung war man bezüglich der Belastung durch genealogische und heraldische Anfragen. Während die einen der Ansicht waren, die Beantwortung dieser Anfragen würden dem Archiv auch beim Nichtfachpublikum Ansehen verschaffen, waren andere der Meinung, man solle davon absehen, um sich umso mehr auf die wesentlichen Aufgaben zu konzentrieren.

Fazit der Diskussion war, dass der Archivar heute von den Aufgaben her, die sich ihm in wachsendem Mass stellen, oft in Verzweiflung und Dilemmasituationen gerät,

nicht zuletzt weil die personellen und materiellen Mittel nicht zu einer befriedigenden Lösung der Aufgaben reichen. Doch gerade diese Vielfalt an Aufgaben und die stete Herausforderung durch vielseitige und neue Aufgaben sind es, die den Beruf des Archivars interessant und spannend machen. Der Archivar kann kein Superregistrator, -informatiker und -historiker sein. Er muss alle Probleme, die sich ihm stellen, erkennen und eine Lösung anstreben. Nur geschickte Aufgabenteilung, Information und Delegation, gepaart mit einem gesunden Mass an Durchsetzungsvermögen in der Verwaltung, kann ihm aus dieser Lage helfen. Bis zu einem bestimmten Grad kann er auch nicht mehr einer gewissen Spezialisierung ausweichen.

Quels documents faut-il conserver dans les archives publiques?
Abregent souvent.

En ce qui concerne la première question, deux théories s'affrontent: certains des pays (notamment) estiment que les papiers sont archivés dès leur création dans le cadre de leur vie. Ils distinguent alors les archives courantes (ou archives en forme) des archives de dépôt et des archives historiques. D'autres des pays (et même certains de ceux qui ont des archives de dépôt) estiment que les documents doivent être archivés dans les archives de dépôt dès leur création. Ils distinguent alors les archives courantes des archives de dépôt. Les deux théories ont des avantages et des inconvénients. Les archives de dépôt ont l'avantage de permettre de conserver les documents dès leur création, ce qui évite les pertes et les dégradations. Elles ont l'inconvénient de nécessiter des ressources humaines et matérielles importantes. Les archives courantes ont l'avantage de permettre de conserver les documents dans les archives de dépôt dès leur création, ce qui évite les pertes et les dégradations. Elles ont l'inconvénient de nécessiter des ressources humaines et matérielles importantes.

Quels sont les documents à archiver? Les archives de dépôt ont l'avantage de permettre de conserver les documents dès leur création, ce qui évite les pertes et les dégradations. Elles ont l'inconvénient de nécessiter des ressources humaines et matérielles importantes. Les archives courantes ont l'avantage de permettre de conserver les documents dans les archives de dépôt dès leur création, ce qui évite les pertes et les dégradations. Elles ont l'inconvénient de nécessiter des ressources humaines et matérielles importantes.

Enfin, MLI LFR dresse un état d'avancement de la question de la protection des données et de la sphère privée en Allemagne Fédérale, et de ce qu'elle implique pour les archives. Ces deux Länder sont bien avancés sur ces sujets, comme en Suisse, et trouvent